

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE :

des enjeux nationaux et internationaux pour les salariés de la recherche agronomique

Novembre 2010

La sécurité alimentaire : problématique nationale mais soumise aux décisions européennes.

Longtemps niées en tant que problème pour les Français et reléguées dans les marges des préoccupations des chercheurs de l'INRA, la faim et la malnutrition sont entrées brutalement dans les discours de la direction de l'organisme pour justifier la plupart des développements de la recherche agronomique. Dans les orientations officielles de l'INRA, telles que déclarées sur les serveurs web de l'organisme ou dans le document d'orientation, détaillées dans ses consignes aux chercheurs, les questions de sécurité alimentaires tiennent une place nouvelle et très importante... Pour autant, ces préoccupations mises en avant sont immédiatement soustraites aux questions de souveraineté nationale car prétendument orientées sur la sécurité alimentaire et sanitaire du Sud – prétexte à une fusion larvée avec le CIRAD et dans la perspective de l'assujettissement de l'IRD - et dans le contexte de la coopération européenne. L'INRA se contente de reprendre le discours sur la croissance démographique et la nécessité d'accroître les rendements des cultures, tout en préservant l'environnement. Mais il le fait sans sortir du carcan européen.

Récemment par exemple, l'INRA a pris la tête de l'Initiative de Programmation Conjointe sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et le changement climatique. S'agit-il d'une bonne nouvelle et du signe d'une politique nationale cohérente en vue de la souveraineté alimentaire ? Absolument pas. Dans ce plan qui veut réunir 20 pays de l'UE autour de priorités convenues ensemble, c'est à la Grande-Bretagne qu'est échu le rôle particulier d'organiser les recherches relatives à la sécurité alimentaire. Dans cette optique, l'organisation internationale des marchés est une simple variable, aussi peu discutable que le changement climatique. On peut même affirmer que si des mesures sont encore évoquées pour lutter contre ce dernier, aucune critique n'est possible dans le cadre de cette initiative, ni de l'OMC, ni de la liquidation de tout ce qui s'oppose à la spéculation mondiale sur les biens agricoles et alimentaires. Ainsi, le débarquement du bœuf brésilien et du soja argentin (et vice versa) sont vus comme une fatalité, encore plus inévitable que le changement climatique. Si la nécessité d'une coopération internationale est évidente en matières scientifiques, l'assujettissement de toute la politique de recherche agronomique à la politique européenne accompagne le renoncement à l'indépendance nationale et à la défense des intérêts de la grande majorité des travailleurs en matière agricole et industrielle.

Pendant ce temps, la crise de l'agriculture que nous connaissons laisse les états majors de l'INRA totalement muets. Les agrocarburants et le changement climatiques semblent beaucoup plus préoccuper l'Institut que les séismes annoncés de suppression des aides européennes en 2013 ou des accords de libre échange avec l'Amérique du Sud.

Libéraliser les marchés en même temps qu'ils s'étendent à toute activité humaine (biens marchands, travail, services,

connaissances, ...) telle est la vocation essentielle de l'organisation internationale au niveau de Bruxelles mais aussi de l'OMC. Au lieu de relations internationales entre des nations souveraines travaillant à des coopérations

respectant les intérêts fondamentaux en matière de ressources naturelles et de satisfaction des besoins sociaux des peuples, l'UE veut embrigader les chercheurs dans un pôle régional en compétition avec le reste du monde.

Dans ce contexte, la production agricole n'échappe en rien à ce projet de guerre économique, quel qu'en soit le prix en misères humaines (famine, obésité, mal bouffe, destruction des patrimoines culturels et de l'environnement...). Peu avant son départ à la retraite, un des meilleurs agronomes de France et peu connu pour des opinions extrêmes déclarait dans une interview que tout bien considéré ce qui menaçait la qualité des sols de France c'était le marché... Comment est-il arrivé à cette conclusion ? La répartition des cultures (élevage et céréales) doit répondre non seulement à l'objectif de la production annuelle mais encore doit favoriser la reconstitution de la fertilité affectée par l'exportation des récoltes. C'est pourquoi l'agronomie moderne recommande par exemple l'alternance des cultures et des herbages sur les mêmes sols. L'écologie moderne renchérit en soulignant que cette hétérogénéité des territoires est le principal facteur de maintien de la biodiversité dans nos campagnes. Or, les orientations de la politique agricole, toutes axées vers la rentabilité à court terme des prêts bancaires et des industries, spécialisent les régions à outrance, ce qui engorge les sols à certains endroits et les appauvrit dangereusement à d'autres. Aucune perspective de correction n'est à espérer dans le cadre de la concurrence libre et non faussée. Il faut nécessairement que les pouvoirs publics interviennent, par un soutien efficace à des prix rémunérateurs, pour maintenir l'équilibre des territoires.

Le dernier numéro d'INRA Magazine détaille ainsi les effets actuels du découplage et des mesures de Bruxelles, d'ailleurs aggravées par le ministre français Barnier.

Ce que pudiquement encore, les agronomes désignent comme le marché, nous le savons bien, c'est le capitalisme. La situation ne fera que se détériorer tant que ce fait principal ne sera même pas reconnu. Or, la remise en question de cette situation n'est pas seulement le résultat d'une démarche scientifique. Elle ne peut être le fait que des salariés et des travailleurs qui dans les entreprises, dans les services publics, dans les campagnes, perçoivent les vraies conséquences et s'opposent à la double surexploitation du travail et des ressources naturelles.

A ce jour, les personnels de la recherche agronomique sont embrigadés dans une guerre des connaissances polluées par les droits sur la propriété intellectuelle de plus en plus envahissants. Parce que selon nos dirigeants les industries à base européenne se situent dans une guerre économique, parce que les Etats n'auraient comme but ultime que de favoriser les stratégies de ces groupes, l'innovation technologique serait réduite à un armement dans la guerre économique. Alors que le capital est

totallement mondialisé, il utilise cyniquement les pôles régionaux – Chine, Inde, Japon, Europe, Amériques,... comme moyen d'organiser la pression sur les salaires et les conditions de travail. Il n'est plus un atelier dans le monde où la même rengaine ne se fasse entendre : « travaille comme je le veux sinon c'est un autre salarié à des milliers de kilomètres qui prendra ton salaire ». Cette délocalisation généralisée affecte l'agriculture. Par exemple, les paysans français sont ainsi empêchés de cultiver les protéines pour leurs troupeaux. La recherche agronomique sur ce secteur est particulièrement anémiée sciemment, pour laisser entrer le soja transgénique sud américain par millions de tonnes en Europe sans progresser dans des solutions végétales alternatives. Il n'est pas exclu que demain une part croissante de la production agricole nationale et/ou européenne soit délocalisée vers des pays produisant à moindre coût pour la grande distribution (avec la participation des capitaux des pays impérialistes européens pour le contrôle des ressources en terres, eau, semences,... dans ces pays producteurs, et un enrôlement à ces fins d'une partie du potentiel de recherche agronomique national et européen), et que simultanément les exportations d'autres produits de nos systèmes agricoles intensifs à hauts rendements, parfois subventionnées pour des raisons de

contrôle des marchés agricoles mondiaux, contribuent à affamer les paysans de nombreux pays du Sud et à rendre dépendantes leurs populations.

La souveraineté alimentaire en France, cela passe par la récupération des prérogatives de l'INRA dans ses orientations stratégiques. Or, le transfert de moyens publics aux secteurs privés l'en empêche. Nous avons encore la chance de compter sur des milliers de fonctionnaires dans la recherche, l'enseignement et le développement agricole. Mais nous ne sommes plus loin du moment où l'essentiel du fonctionnement et même des salaires de centaines de travailleurs précaires sera octroyé pour des contrats de quelques années, par des agences extérieures nationales ou européennes toutes plus ou moins inféodées aux intérêts privés. La bureaucratie qui préside à la distribution de ces moyens est considérable, et des conflits d'intérêt sont inévitables. Les ressources sont affectées à des laboratoires déjà particulièrement bien lotis tandis que d'autres, plus indépendants, vivent dans la pauvreté ; de sorte que des pans entiers de la recherche sont anémiés et des connaissances, peut être cruciales pour demain mais sans rapport financier plausible dans un proche avenir, sont carrément oubliées dans des cartons.

Le statut de la Fonction publique et l'indépendance financière, conditions nécessaires à la continuité des recherches et des connaissances

De vastes programmes sont nécessaires pour élucider des questions complexes comme par exemple celles de l'impact de l'agriculture sur l'environnement ou bien la mise au point de techniques limitant fortement l'usage des pesticides dans le contrôle des maladies ou mauvaises herbes. De très grosses installations expérimentales ont été mises en place, entretenues et mises en valeurs par des personnels formés et pérennes. Mais leur maintien sur les durées nécessaires est en péril, du fait de l'insécurité croissante des crédits. A ce jour aucune garantie n'existe. Seule l'attribution des postes statutaires et une dotation de base minimale pour chaque chercheur peut sécuriser les recherches entreprises souvent sur du long terme, comme par exemple avec la création variétale – environ 20 ans sont nécessaires entre le lancement d'un programme d'amélioration et la mise à disposition des semences sélectionnées – ou bien l'observation des impacts sur l'environnement du climat et des techniques culturales. La continuité de recherches patientes et complexes est une condition pour qu'elles débouchent un jour sur des connaissances nouvelles et utiles. Enfin, l'indépendance des chercheurs vis-à-vis des multiples groupes d'intérêts économiques parfois contradictoires est une nécessité absolue à l'objectivité scientifique des résultats.

Maintenir les connaissances hors du marché, les faire partager par tous est une triple nécessité. Premièrement, c'est la condition de leur remise en question constante, gage du progrès des connaissances. Deuxièmement, c'est la seule façon d'assurer que toutes les populations qui en ont besoin, y compris celles qui n'ont pas les moyens d'acheter les hautes technologies, aient accès aux progrès de la connaissance. Troisièmement, cela sauvegarde le principe de coopération et de partage qui doit régner à l'organisation de la recherche. C'est pourquoi aussi la souveraineté nationale passe par la maîtrise du savoir partagé par tous.

Pour sortir de la domination de ses orientations, la recherche doit plus que jamais s'appuyer sur une demande sociale élaborée par le mouvement social lui-même. Par exemple, alors que les paysans français recherchent des sources de protéines pour leurs troupeaux et l'entretien de la fertilité des sols, la diversité des territoires, l'INRA peut s'appuyer sur eux pour organiser la relance de la recherche végétale et environnementale. Par exemple, il est possible d'examiner des solutions alternatives à la promotion des assurances privées qui veut prendre la place de la solidarité nationale en cas de calamités. Par exemple encore, alors que la proportion des salariés dans l'agriculture est en constante augmentation, leurs intérêts doivent être beaucoup mieux pris en compte dans les visions de systèmes de production agricoles innovants que préconisent la recherche et le développement. Dans l'agroalimentaire, la distribution, les travaux de l'INRA doivent mieux reconnaître le rôle déterminant de l'offre dans la consommation, et remettre en cause la soit disant « économie de la demande ».

Dans toutes ces questions, les questions de territoires sont cruciales et celle de la Nation et notamment de ses travailleurs (majorité des salariés, petits et moyens paysans, chômeurs, ...) absolument déterminante.

Pour toutes ces raisons entre autres, la CGT-Inra souhaite que nous soyons plus encore qu'auparavant à l'initiative de convergences sur le terrain, entre les salariés et les travailleurs de tous les secteurs concernés, agricole, administratif, bancaire ou industriel...

Déclaration de la CGT-Inra pour la table ronde « Souveraineté alimentaire » organisée par la FNAF (Fédération Agroalimentaire et Forestière CGT) lors de son congrès en novembre 2010 à Clermont-Ferrand. Cette table ronde a donné également lieu à une déclaration commune des participants.